

## **[Basta ! ي ك ف ي] En Palestine, la Résistance s'appelle Hamass**

"Basta ! ! ي ك ف ي" <azls2006@yahoo.fr>

### **Le Hamass n'est pas un mouvement terroriste puisqu'il se bat pour la récupération des terres palestiniennes spoliées par l'État sioniste**

Par Ginette Hess Skandrani, 15 janvier 2009

#### *L'auteure*

*Ginette Hess Skandrani est une vétérane des luttes anticolonialistes, antimilitaristes et antinucléaires, depuis le soutien apporté au FLN algérien dans son Alsace natale pendant la guerre d'indépendance algérienne jusqu'au soutien indéfectible qu'elle apporte à la résistance palestinienne depuis 1966, en passant par la lutte contre la centrale nucléaire de Fessenheim, les essais nucléaires français dans le Pacifique, l'installation des fusées Pershing en Allemagne, le soutien aux luttes populaires contres les dictatures algérienne et tunisienne, le soutien au peuple irakien pendant la première et la deuxième guerre d'Irak et durant toute la période d'embargo, la première et la deuxième Intifada en Palestine occupée. Co-fondatrice des Verts français en 1984, elle a fondé l'association La Pierre et L'Olivier en 1990 et l'Alliance zapatiste de libération sociale en 1995. Elle a été exclue des Verts en 2007 pour avoir défendu le projet d'un seul État démocratique en Palestine, le seul qui lui semble viable.*

Le Hamass, mouvement de résistance islamique tel qu'il se définit, est actuellement le plus important des mouvements palestiniens. Il est d'obédience musulmane, ce qui me semble tout à fait logique vu qu'il a vu le jour dans un pays musulman, alors que tous les membres et sympathisants de ce mouvement ne sont pas forcément musulmans. Beaucoup de mes amis du FPLP, souvent chrétiens, qui avaient essayé de concilier marxisme et nationalisme arabe, ont fini par rejoindre le Hamass pour continuer la résistance, une fois que le FPLP avait renoncé à la lutte armée. Le Hamass s'est d'ailleurs toujours présenté comme un « mouvement de résistance palestinien ». La dénomination Hamass a été délibérément choisie en

raison du rapprochement avec le même mot en arabe, qui signifie « ardeur, zèle », sur le modèle de l'acronyme inversé Fatah.

Le Hamas a été créé en décembre 1987 par le Cheikh Ahmed Yassine au moment de la première Intifada dans laquelle ce mouvement s'était largement investi à côté des mouvements représentés dans l'OLP et des différents comités créés pour l'occasion. Cheikh Yassine, paraplégique et en fauteuil roulant, a passé dix ans de 1994 à 2004 dans les prisons de l'occupant. Le Hamas s'était inspiré à ses débuts du mouvement des Frères musulmans pour se transformer au fur et à mesure de ses combats en un mouvement de résistance et de reconquête des terres spoliées par Israël en 1948, lors de la création de l'État sioniste et celles annexées en 1967, créant des centaines de milliers de réfugiés.

Le Hamas, ainsi que le Jihad islamique, étaient des mouvements tolérés sinon soutenus, par Israël, pour affaiblir l'OLP. Les sionistes voyaient d'un très bon œil ces mouvements religieux car ils s'imaginaient pouvoir les cantonner dans les mosquées. Ils se sont bien trompés, car chaque Palestinien, croyant, pratiquant, ou non, est avant tout un patriote et cherchera toujours à défendre la terre de ses ancêtres.

Les attaques de sa branche armée visent indistinctement civils et militaires israéliens et déstabilisent l'occupant qui a fait pression sur toute la communauté internationale, afin de mettre ce mouvement, sur la liste des organisations terroristes établie par le Conseil de l'Europe, du Canada, du Japon et des USA. Sur cette liste figure également le FPLP. En revanche, pour la Grande-Bretagne et l'Australie, seule la branche armée du Hamas est classée comme terroriste ; pour l'Afrique du Sud, la Russie, la Norvège, le Brésil et d'autres pays, le Hamas n'est pas classé comme terroriste.

Par ailleurs le mouvement a créé un vaste réseau d'assistance sociale en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza, et a remporté les élections législatives palestiniennes de 2006 et dirigé deux gouvernements successifs de l'Autorité palestinienne. Le groupe se concentre sur l'aide sociale et médicale, sur des projets religieux et une intense action d'aide aux familles. Il a acquis la confiance de l'ensemble de la population palestinienne.

Le Hamas, comme le FPLP (Front populaire de libération de la Palestine, créé par Georges Habache) ont rejeté les accords d'Oslo de novembre 1993 signés entre Israël et l'OLP, qui ont donné naissance à l'Autorité nationale palestinienne. Le 16 avril 1993, le Hamas a revendiqué la première opération kamikaze qu'il a organisée, elle a été perpétrée contre un bus à Mehola Junction dans la Vallée du Jourdain.

Avant la seconde Intifada, le Hamas a inauguré l'utilisation des attentats-suicides contre des civils israéliens (notamment à Hadera, en avril 1994) et contre des soldats et a étendu la résistance pendant les années du soulèvement palestinien, particulièrement durant la seconde Intifada. Le chef historique du mouvement, le cheikh Ahmed Yassine, est assassiné dans sa chaise roulante, lors d'une attaque ciblée de l'armée israélienne le 22 mars 2004, sur ordre d'Ariel Sharon. Son successeur Abdelaziz Al Rantissi est également assassiné quelques jours après sa désignation. Le changement de direction à la tête du Hamas entraîne un changement de stratégie du mouvement qui a commencé à s'impliquer davantage dans la vie politique. Des représentants du Hamas se sont présentés aux élections municipales palestiniennes de 2005.

Le succès aux municipales a fait apparaître le Hamas comme une opposition politique importante face au Fatah, un an avant les législatives prévues pour janvier 2006. Il apparaît comme une organisation intègre et proche des gens face au Fatah embringué dans des histoires de détournement d'aides internationales et très bureaucratique. En tant que parti de résistance, le Hamas est opposé au partage de son territoire avec Israël et a dénoncé les accords d'Oslo vus comme une trahison de la volonté du peuple. Le Hamas est pour une Palestine arabe, une terre où tous ceux qui le veulent peuvent vivre ensemble quelle que soit leur religion. Le 26 janvier 2006, le Hamas a remporté les élections législatives palestiniennes. Il a obtenu 56 % des suffrages, ce qui lui a donné une majorité parlementaire de 74 sièges sur 132. Le Hamas a ainsi ravi la majorité au Fatah qui ne l'a jamais accepté et qui a toujours voulu prendre sa revanche

à faire le jeu de l'occupant. Le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, a invité le Hamas à former le nouveau gouvernement. Ce résultat est perçu comme un net retour en arrière par les gouvernements étrangers qui jouaient le rôle de médiateurs dans le conflit israélo-palestinien. Ils voulaient bien des élections, mais voulaient également choisir les élus. Les USA ont déclaré qu'ils ne traiteraient pas avec le Hamas tant qu'il ne renoncerait pas aux opérations-kamikaze et seulement lorsqu'il accepterait le droit à l'existence pour Israël, ce qui est en contradiction avec la charte actuelle du mouvement.

Pendant la durée de la campagne législative palestinienne, il n'a pas été fait mention d'un objectif de destruction d'Israël, plusieurs commentateurs et médias israéliens précisent néanmoins que ses dirigeants ne renoncent pas explicitement à cet objectif. Pendant cette campagne, le Hamas a soutenu également la légitimité de son

action passée, notamment les attaques menées en Israël, à Gaza et en Cisjordanie, qui ont permis l'évacuation de la Bande de Gaza. En février 2006, Khaled Mechaal, chef du bureau politique du Hamas, réfugié à Damas, réitère la proposition de Hudna (trêve) et de mettre fin à la lutte armée si Israël se retire de tous les territoires occupés et reconnaît les droits du peuple palestinien.

Le Premier Ministre par intérim, Ehud Olmert, exclut pour sa part toute négociation avec le Hamas : « Nous ne négocierons pas et nous ne traiterons pas avec une Autorité palestinienne dominée totalement ou partiellement par une organisation terroriste » L'objectif du Hamas est l'établissement d'un État souverain sur le territoire actuellement constitué par Israël, la Bande de Gaza et la Cisjordanie (d'après les frontières d'avant 1967), avec Jérusalem comme capitale. Pour l'accomplissement de ce but, le Hamas soutient son droit à la lutte armée. Selon certains médias, Abdelaziz Al Rantissi, l'un des cofondateurs du Hamas, assassiné par Israël comme son prédécesseur Ahmed Yassine, a affirmé que le but de l'organisation était d'« effacer Israël de la carte ». Ismaïl Haniyeh a été désigné par le Hamas pour former un nouveau cabinet de l'Autorité palestinienne. Depuis l'élection ayant porté au pouvoir le Hamas, c'est la crise

en Palestine : fin des subventions internationales, nombreuses attaques de la part d'Israël, bouclage de la bande de Gaza et, plus récemment, des attaques bilatérales entre les deux principales factions palestiniennes, soit le Fatah du président Mahmoud Abbas et le Hamas du Premier ministre Ismaïl Haniyeh. Constatant l'échec des négociations Fatah-Hamas, le président Abbas menace à la mi-décembre de déclencher des élections législatives anticipées, bravant ainsi la Loi Fondamentale (Constitution palestinienne) qui n'accorde qu'au Conseil législatif cette prérogative. Le Hamas rejette la décision d'appeler à de nouvelles élections législatives.

#### Prise du pouvoir dans la Bande de Gaza

Malgré cet accord, Mohammed Dahlan, membre du Fatah, chef de la Sécurité Intérieure, détesté par tous les militants, accentue les tensions et les amplifie pour leur faire atteindre leur paroxysme en juin 2007. Ainsi, le 15 juin 2007, suite à ce qui s'apparente à une guerre civile entre le Hamas et le Fatah, qui occasionnera 113 morts, les forces de sécurité prennent le contrôle de la bande de Gaza, évinçant totalement le Fatah du territoire. Le 17 juin, le président Mahmoud Abbas limoge Ismaïl Haniyeh de son poste de Premier ministre, nommant à sa place le ministre des Finances Salam Fayyad. Ce nouveau gouvernement siégeant à Ramallah et contrôlant

la Cisjordanie n'est pas reconnu par le Hamas, car la Loi Fondamentale impose au Président en cas de limogeage du Premier Ministre, de le remplacer par un membre de la majorité parlementaire, à savoir le Hamas, or le parti de Salam Fayyad n'a obtenu que 2% des suffrages aux législatives contre 56% pour le Hamas, ce qui mène à la scission de fait des Territoires palestiniens en deux entités distinctes. Suite à ces événements, des divergences apparaissent au sein du Fatah, resté au pouvoir en Cisjordanie quant à l'attitude à adopter.

Le président M. Abbas, toujours revanchard, n'acceptant pas le résultat des urnes, refuse catégoriquement tout « dialogue avec les putschistes, les assassins, les terroristes », qualifiant la prise de contrôle du Hamas de « plan pour diviser Gaza et la Cisjordanie et établir un Émirat, un mini-Etat, contrôlé par un seul groupe, ses fanatiques et ses fondamentalistes ». D'autres, tel Marouan Barghouti, critiquent fermement le coup de force du Hamas à Gaza, tentant cependant de conserver l'objectif de l'unité des Palestiniens.

Le 27 décembre 2008, une offensive israélienne vise à déstabiliser le Hamas dans la Bande de Gaza, officiellement pour mettre fin aux tirs de roquettes sur le territoire israélien : c'est le début de la Guerre barbare de Gaza. Nous sommes spectateurs d'un génocide programmé sous nos yeux.

Nous demandons également à tous nos amis palestiniens, d'oublier leurs rancoeurs et leurs rivalités afin de reprendre le dialogue entre eux, de se serrer les coudes, car leur division ne profite qu'au colonisateur de leur terre. S'ils ont survécu à 61 ans de répression, d'exclusion, de massacres, de spoliation des terres et de l'espace, s'ils ont su résister avec peu de moyens... C'est parce qu'ils étaient unis.